



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale des Territoires
Service Environnement

Arrête Préfectoral N°38-2017-04-03-047

Modifiant l'arrêté préfectoral N°2006-01818 du 20 avril 2006

Concernant l'aménagement de la ZAC de la Maladière

Commune de BOURGOIN JALLIEU

Pétitionnaire : Communauté d'agglomération des Portes de l'Isère (CAPI)

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code civil et notamment son article 640 ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 approuvé le 20 décembre 2015;
- VU** Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Bourbre approuvé par arrêté inter-préfectoral n°2008-07192 du 8 août 2008 ;
- VU** L'arrêté préfectoral N°2066-01818 du 20 avril 2006 et son annexe autorisant l'Établissement Public d'Aménagement du Nord Isère (EPANI) à réaliser l'aménagement du secteur de la Grande Maladière ;
- VU** le courrier du préfet du 2 novembre 2012 actant le transfert de responsabilité des arrêtés pris au titre de la loi sur l'eau de l'EPANI à la CAPI,
- VU** le porter à connaissance du 23 mai 2016 déposée par la SARA-Aménagement pour le compte de la CAPI en vue de prendre en compte des modifications apportées aux mesures compensatoires du secteur des Sétives liées à l'aménagement de la ZAC de la Maladière et de son complément du 2 décembre 2016 ;
- VU** l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Isère en date du 23 février 2017 ;

VU le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire en date du 10 mars 2017 ;

VU la réponse formulée par le pétitionnaire en date du 20 mars 2017 ;

CONSIDERANT que l'évolution du projet d'aménagement du secteur urbanisable nécessite la modification du mode de gestion des eaux pluviales, du dévoiement et de la renaturation de la partie du Peluq incluse dans le projet et la compensation des remblais en zone inondable ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le projet permet de ne pas aggraver l'écoulement à l'aval et garantir la qualité des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les ouvrages touchant les milieux aquatiques n'entraînent pas de risques hydrauliques pour la sécurité publique ;

CONSIDERANT que le projet s'inscrit dans les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE L'ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°208-01818 DU 20 AVRIL 2006

Traitement des eaux pluviales :

Les dispositions de l'article concernant les aménagements nécessaires à la collecte et le traitement des eaux pluviales seront réalisés par l'intermédiaire de deux bassins de rétention à ciel ouvert avec surverse dimensionnée pour un débit centennal.

La collecte des eaux de voiries se fera par un fossé principal intégrant également l'acheminement des eaux pluviales des parcelles sud jusqu'au bassin ouest.

Les ruissellements de la parcelle nord seront directement injectés dans le bassin nord.

Les hypothèses de dimensionnement des ouvrages seront les suivantes :

- Le volume de rétention sera calculé pour une période de retour de 100 ans.
- Un coefficient de sécurité de 1,2 sera appliqué à ce dimensionnement.
- Le débit de fuite spécifique de 10 l/s/ha aménagé.

- Le taux d'imperméabilisation ne dépassera pas 90 % pour les parcelles sud et de 70 % pour la parcelle nord.
- Le dimensionnement intégrera la présence d'une nappe phréatique peu profonde. Le fond du bassin devra être à minima 1 m au-dessus des plus hautes eaux de la nappe.

Le volume de l'ouvrage nord avec un débit de fuite de 32,8 l/s sera de 1995 m³.

Le volume de l'ouvrage ouest sera au final de 7220 m³ avec un débit de fuite de 96,5 l/s.

Le fossé de collecte des eaux des parcelles sud et des voiries sera dimensionné également pour un épisode centennal. Il aura sur la section 1 une section de 2,05 m² pour le fossé et de 0,9 m² pour les cadres afin de permettre de laisser passer un débit estimé à 1,95 m³/s. Sur le secteur 2 aval, le fossé aura une section de 3,1 m² et les cadres 1,2 m² pour permettre un transit estimé de 2,82 m³/s.

Phasage des travaux :

Compte tenu de la réalisation en deux phases de l'aménagement du bassin ouest les différentes étapes devront permettre :

- Un volume en première tranche de 3845 m³ avec un débit de fuite de 50,4 l/s.
- Un volume complémentaire pour intégrer la seconde tranche de 3375 m³ avec un débit de 46,1 l/s.

Dévolement et renaturation d'une partie du Peluq :

La noue centrale longeant les Sétives, initialement prévue pour traiter les eaux, sera requalifiée sur la partie du linéaire impactée dans un véritable aménagement paysager englobant la voirie, le fossé de collecte des eaux de la partie sud et une requalification du Peluq.

De façon sécuritaire le dimensionnement de la section du cours d'eau ainsi que des ouvrages devra prendre en compte un débit de référence de 5 m³/s (débit centennal évalué admissible par l'ouvrage amont existant).

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°208-01818 DU 20 AVRIL 2006

2-1- Compensations :

Au titre des remblais en zone inondable le projet modifie sensiblement le volume initial prévue et nécessite une compensation à hauteur de 22 000 m³.

Cette compensation sera réalisée par sur-inondation de la zone des Sétives en aval du projet et en amont de la RD522, **préalablement à la réalisation des remblais en lit majeur.**

L'ouvrage de contrôle sera constitué d'un pertuis de fuite laissant transiter les crues courantes et d'un seuil de surverse contrôlant le niveau atteint de la crue de façon à ce que la ligne d'eau atteigne en crue centennale la cote de 223,50 m NGF.

L'ouvrage positionné juste en amont de la RD522 sera dimensionné comme suit :

- Seuil de longueur développé de 4 m calé à la cote 223,00 m NGF.
- Orifice de fuite constitué par un ouvrage mis en œuvre pour avoir une section d'écoulement suffisante au fil d'eau du Péluq (considéré à la cote de 221,3 m NGF) pour laisser passer 2,3 m³/s avant surverse par-dessus le seuil (proche de crue décennale) et un radier situé 0,30 cm sous le fond du lit reconstitué.

ARTICLE 3 : AUTRE DISPOSITIONS ET FOURNITURE DES PLANS DE RÉCOLEMENT DES OUVRAGES

Les dispositions ou dispositifs de l'arrêté N°2006-01818 non visées par le présent arrêté restent inchangées notamment :

- Celles inscrites à l'annexe article 6 - entretien des ouvrages et des aménagements.
- Et à l'article 11 – achèvement des travaux et recollement.

Il en est de même pour celles des arrêtés modificatifs pris par ailleurs.

La transmission des plans de récolement des ouvrages de gestions des eaux pluviales sera effectuée sous un délai de 6 mois après la réalisation de chaque tranche de travaux. Il devront pour chaque tranche préciser :

- Le volume des ouvrages, ainsi que la position du fond du bassin vis-à-vis du toit de la nappe lors des plus hautes eaux.
- Le calcul des débits de fuite calculé sur la base des diamètres réels des orifices mis en œuvre.

Concernant la compensation zone inondable les plans de récolement des ouvrages seront transmis sous un délai de 6 mois après la mise en œuvre des ouvrages. Ils seront accompagnés d'une cartographie de l'inondation en crue centennale actualisée avec les données issues du récolement des ouvrages.

en relation avec l'ouvrage de gestion mis en œuvre.

ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'Environnement, la présente autorisation est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Isère,
Le Maire de la commune concernée,
Le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité de l'Isère
La Directrice Départementale des Territoires de l'Isère,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie concernée.

GRENOBLE, LE 3 AVR. 2017

LE PRÉFET,

*Pour le Préfet, par délégation
la Secrétaire Générale*


Violaine DEMARET

